

Aujourd'hui, la transition énergétique devient une menace pour toute l'Allemagne

La Cour fédérale des Comptes allemande alerte sur la sécurité d'approvisionnement en électricité

https://www.welt.de/wirtschaft/article229449033/Energieversorgung-Bundesrechnungshof-warnt-vor-Stromluecke.html?mc_cid=64a4535f40&mc_eid=0c2b52148d

Par **Daniel Wetzel**

Rédacteur en chef de l'économie

Le gouvernement fédéral veut réaliser la transition énergétique le plus rapidement possible - cela pourrait devenir une menace pour l'économie. Il accepte une hausse des prix de l'électricité et des pénuries d'approvisionnement pour faire avancer la transition énergétique.

Aujourd'hui, la Cour des comptes fédérale met en garde : si cela continue, l'économie de l'Allemagne est en danger. Les coûts seront incontrôlables - et il y aura une pénurie d'électricité.

La Cour des comptes fédérale a reproché au ministère fédéral de l'Économie de contrôler insuffisamment la transition énergétique et de la gérer de manière déficiente. Cette critique de la politique énergétique, déjà formulée il y a trois ans, a été renouvelée par les auditeurs dans un autre rapport spécial - et complétée par une analyse sensible sur la sécurité de l'approvisionnement.

« Depuis notre dernier bilan en 2018, trop peu de choses ont été faites pour réussir la transition énergétique », a déclaré le président de la Cour des comptes fédérale, Kay Scheller, lors de la présentation du deuxième rapport spécial : « C'est décevant ».

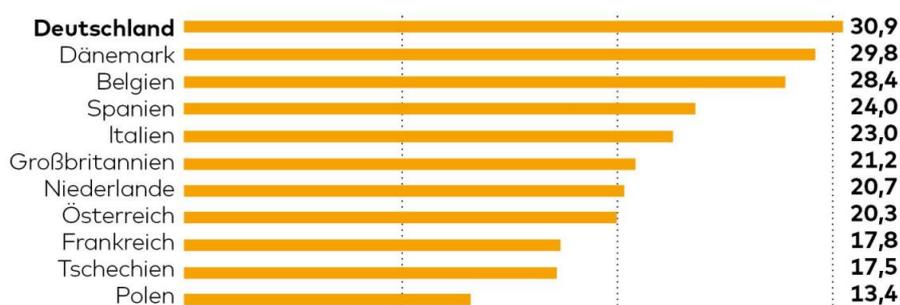
Les prix de l'électricité sont de plus en plus élevés

Les auditeurs ont également analysé si l'approvisionnement en électricité de l'Allemagne était sûr. Le résultat est alarmant. Le gouvernement fédéral « **n'a pas suffisamment à l'esprit les risques réels qui se profilent pour la sécurité de l'approvisionnement** », indique l'étude. Le suivi de la transition énergétique est « lacunaire ».

Dans le système actuel, « les prix de l'électricité sont de plus en plus élevés ». La Cour des comptes fédérale a cité une étude selon laquelle 525 milliards d'euros supplémentaires seraient nécessaires pour l'approvisionnement en électricité, y compris le développement du réseau entre 2020 et 2025. **Les prix de l'électricité pour les ménages seraient déjà supérieurs de 43% à la moyenne européenne.**

Deutschland mit Abstand am teuersten

Strompreise in Europa im Vergleich, in Cent/KWh



WELT

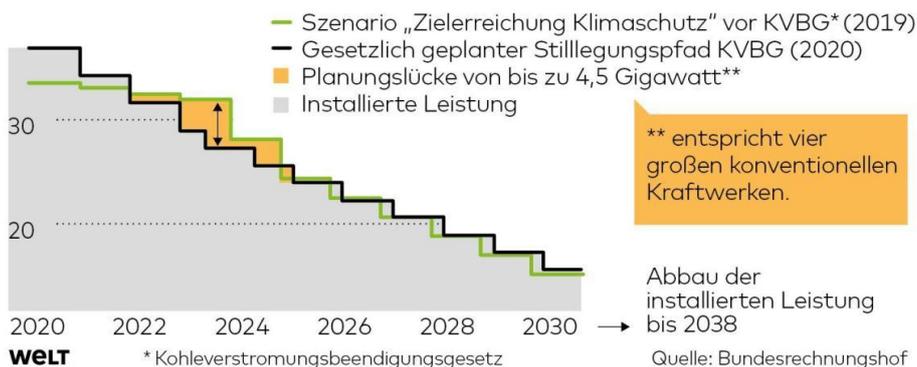
Quelle: Bundesrechnungshof

« La Cour des comptes fédérale voit le risque que la transition énergétique sous cette forme mette en danger l'économie de l'Allemagne et surcharge la capacité financière des entreprises et des ménages consommateurs d'électricité », a averti Scheller lors de la présentation du rapport spécial : « **Cela peut en fin de compte mettre en péril l'acceptation sociale de la transition énergétique** ».

Le rapport est également sensible au fait que les auditeurs avaient déjà soumis leurs critiques au ministère fédéral de l'Économie compétent. Les réponses, les déclarations et les justifications de la maison dirigée par le politicien de la CDU, Peter Altmaier, ont été intégrées dans le rapport des auditeurs. Celles-ci n'étaient toutefois pas de nature à atténuer de manière significative les conclusions des auditeurs.

Der Kohleausstieg kommt schneller als geplant

Installierte Leistung in Gigawatt



Concrètement, les auditeurs reprochent au gouvernement fédéral de ne pas avoir pris correctement en compte les conséquences de l'abandon du charbon. Au début de cette année, onze centrales au charbon ont été coupées. Dans l'ensemble, la mise en œuvre de la « **loi sur l'élimination de l'électricité produite à partir du charbon** » est **désormais plus rapide que prévu dans les avis sur la sécurité d'approvisionnement**.

Le ministère fédéral de l'économie s'était fait présenter pour la dernière fois en 2019, c'est-à-dire avant la décision sur l'abandon du charbon, une expertise sur la sécurité d'approvisionnement. Dans ce document, la sortie du charbon a été « indirectement étudiée » - et a été jugée sûre, se justifie le ministère.

Fronts durcis autour des éoliennes, des infrasons et des oiseaux morts

Toutefois, la Cour des comptes fédérale présente **des incohérences dans la vérification de ces déclarations**. Au contraire, la comparaison avec la feuille de route légale pour la fermeture des centrales au charbon montre qu'à partir de 2022, l'enquête s'attend à une plus grande sécurité que ce que l'on peut réellement attendre après l'abandon du charbon décidé.

Il y a un « déficit de planification » de 4,5 gigawatts, ce qui correspond à la capacité de quatre grandes centrales conventionnelles. Selon le ministère de l'Économie, malgré l'abandon du charbon, il existe certes une « probabilité de compensation des charges » de près de 100%. Les chances que la demande d'électricité puisse toujours être couverte par l'offre d'électricité sont exactement de 99,94 pour cent.

Comment économiser des centaines d'euros sur l'électricité

Mais les inspecteurs en doutent. Le calcul de la probabilité de compensation de charge par le rapport gouvernemental « repose sur des **hypothèses qui semblent parfois irréalistes** ou dépassées par les développements politiques et économiques actuels ».

Ainsi, « il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que les objectifs de développement des énergies renouvelables soient atteints dans les conditions d'acceptation difficiles actuelles, en particulier pour les projets éoliens ».

Deutschland hinkt seinem Vorhaben hinterher



Il est également risqué que le gouvernement fédéral projette ses prévisions d'énergie éolienne et solaire à partir des « conditions météorologiques historiques des années 2009 à 2013 ». « Il n'est pas approprié que cette simulation ne représente pas une année avec de faibles rendements énergétiques du vent et du soleil », critique la Cour des comptes fédérale.

À cet égard, les auditeurs doutent également que les besoins en centrales de réserve aient été correctement identifiés. Ainsi, pour le 1er octobre 2020, le gouvernement fédéral avait prévu la création d'une « réserve de capacité » de deux gigawatts afin de sécuriser le marché de l'électricité.

Toutefois, avec la bénédiction de l'Agence fédérale des réseaux, **les gestionnaires de réseaux de transport n'auraient acheté que la moitié de cette réserve de centrales électriques.** La Cour des comptes fédérale « doute que le ministère fédéral de l'économie ait respecté son obligation légale de vérifier le volume de la réserve de capacité ».



PROJET « HARU ONI »

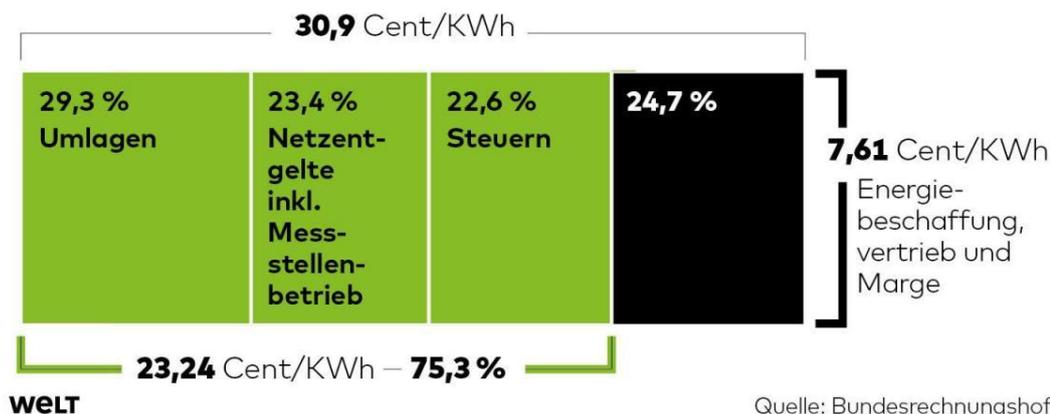
L'essence qui est faite à partir du vent

En cas de pénurie d'électricité, il est d'ores et déjà prévu que **les entreprises industrielles arrêtent volontairement leur production, moyennant compensation**. À cet égard, le ministère de l'économie prévoit un potentiel de 16 gigawatts, qui sera pleinement exploité d'ici 2030.

Pourquoi, demande la Cour des comptes fédérale, une étude de l'Office fédéral de l'environnement n'atteint-elle qu'un potentiel de six gigawatts ? Il semble qu'il n'y ait pas d'accord au sein du gouvernement fédéral sur la question de savoir dans quelle mesure un « lancer de lance » volontaire peut contribuer à la stabilisation du réseau électrique.

Der Staat treibt den Strompreis

So teilen sich die Kosten für Elektrizität auf, Angaben in Prozent



On peut également se demander pourquoi le gouvernement fédéral pense disposer de 4,5 gigawatts avec des « installations de remplacement du réseau » afin de remédier à des perturbations de l'équilibre de l'électricité. Les auditeurs s'étonnent que ce soit seulement 0,2 pour cent du potentiel estimé par le gouvernement fédéral dans le registre des données de base du marché.

D'autres hypothèses du gouvernement fédéral ne sont peut-être plus conformes à la réalité, avertissent les contrôleurs de Bonn. Ainsi, dans la prévision de la demande d'énergie, le gouvernement fédéral estime que la population tombera à moins de 75 millions en 2050. En revanche, l'Office fédéral de la statistique estime que « dans les trois principales variantes étudiées, il y a de fortes chances que les chiffres soient de 77,6 à 83,6 millions de personnes en 2050 ».

Désaccord sur l'évolution de la demande d'électricité

Les hypothèses du ministère de l'Économie sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité sont « **en partie trop optimistes et en partie peu plausibles** », dénoncent les auditeurs. Le ministère n'a pas non plus examiné un scénario dans lequel plusieurs facteurs prévisibles risquaient de compromettre la sécurité de l'approvisionnement.

Par exemple, **il se peut que le développement du réseau soit retardé** tout en limitant la capacité de transport transfrontalière. Le ministère fédéral de l'Économie fait valoir que « l'empilement de différents scénarios défavorables en fonction de l'état de la discussion technique n'a pas de sens ». Mais cette objection, selon les examinateurs, « ne convainc pas ».

D'autres incertitudes découlent de la demande croissante d'électricité pour l'électrification des transports et pour la production de l'hydrogène dans les installations d'électrolyse. **Les auditeurs ne partagent donc pas l'hypothèse du gouvernement fédéral selon laquelle la demande d'électricité resterait plus ou moins stable jusqu'en 2030.**

C'est le principal tournant de l'hydrogène pour l'Allemagne

Le ministère fédéral de l'Économie a rejeté la critique selon laquelle l'Allemagne dispose d'un système cohérent d'évaluation de la sécurité d'approvisionnement. En outre, la production d'hydrogène ne représente pas une charge sur le réseau, car les installations d'électrolyse peuvent être contrôlées « sur le plan du réseau ».

Mais dans l'ensemble, le ministère ne parvient pas à convaincre les auditeurs :

« La Cour des comptes fédérale maintient que les hypothèses essentielles sur lesquelles repose l'évaluation actuelle de la sécurité d'approvisionnement sur le marché de l'électricité sont irréalistes ou obsolètes », conclut le rapport spécial.